

## Outcome 15 - Forced Labour: Forced labour is eliminated

### RESULTS BY INDICATOR

**Indicator - 15.1. Number of member States in which constituents, with ILO support, implement specific policies, programmes or actions leading to improved application of Conventions, principles and rights on the elimination of forced labour.**

#### Measurement

To be counted as reportable, results must meet at least two of the following criteria:

1. Convention No. 29 or 105 is ratified or the supervisory bodies have noted with satisfaction or interest progress in the application of the relevant Conventions.
2. A new or modified national law, policy or plan of action to eliminate forced labour is adopted, or forced labour elimination is included as a priority of national development policy, or an institutional structure is established to lead or coordinate action against forced labour.
3. There is a documented increase in the number of prosecutions and convictions of persons exacting forced labour.
4. Systems are established or strengthened to allow former victims of forced labour, including of human trafficking, to access assistance appropriate to their needs.
5. Systems are established or strengthened to provide up to date sex-disaggregated data & information on forced labour and responses to it.

Country/Country Programme Outcome (CPO)	Measurement Criteria	Result Achieved	ILO Contribution
<b>Africa</b>			
<b>Niger/NER901</b> Forced labour and discrimination are reduced	1	1. Ratification par le Niger, le 20 Avril 2015, du Protocole de juin 2014 relatif à la Convention n° 29 sur le travail forcé (1930).	- Suivi régulier statutaire de l'application des normes à travers le Rapport de la Commission d'Experts pour l'Application des conventions et recommandations, en l'occurrence les demandes adressées au Gouvernement pour informer la Commission sur les mesures concrètes prises pour lutter contre l'esclavage et ses séquelles (Cf Rapport 2014 sur la Convention n° 29 sur le travail forcé, 1930)  - Mission de haut niveau du BIT, en décembre 2014, pour un plaidoyer auprès des autorités et

		des partenaires sociaux du Niger, en faveur de la ratification du Protocole.
		-Appui à la tenue de réunion technique de concertation sur le Protocole de juin 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé, entre les cadres de l'Administration centrale du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité Sociale, de l'Assemblée nationale et du Secrétariat Général du Gouvernement
2	<p>2. Le Plan de Développement Economique et Social (PDES) du Niger consacre un Axe stratégique spécifique à la Promotion du développement social avec comme objectif de « promouvoir l'égalité et de bâtir, avec tous les acteurs, une société, sans discrimination, où les hommes et les femmes, les filles et les garçons ont les mêmes chances de participer au développement et de jouir des bénéfices de la croissance ». Par ailleurs, le PDES vise à promouvoir la création d'emplois décents à travers notamment « la ratification et l'application des normes internationales du travail, le renforcement du système légal contre les discriminations au travail ».</p> <p>-Adoption de la loi n° 2015 – 36 du 26 mai 2015 relative au trafic illicite de migrants, en complément au dispositif juridique national existant interdisant et réprimant le travail forcé et les pratiques assimilées, notamment l'ordonnance n° 2010 – 86 du 16 décembre</p>	<p>- Organisation, avec l'appui technique du BIT, de divers ateliers d'information et de sensibilisation des acteurs institutionnels et non étatiques sur la question de travail décent et en vue de son intégration dans les programmes et politiques nationaux de développement dont le PDES; appui du BIT à la formulation du document de Programme Pays pour le Travail décent, en cohérence avec les grandes orientations nationales de développement économique et social.</p> <p>-Facilitation de réunions techniques d'élaboration du plan de travail en matière de lutte contre le travail forcé et la discrimination, en cohérence avec le Plan d'Actions National de lutte contre la traite des personnes.</p>

		<p>2010 relative à la traite des personnes, le Code du travail, le code pénal.</p> <p>-Adoption par Décret n° 2014 – 488 du 22 juillet 2014 du Plan d'Actions National 2014 – 2018 de lutte contre la traite des personnes y compris la lutte contre le travail forcé.</p>	<p>-Facilitation des réunions techniques de concertation entre les différents acteurs institutionnels en vue d'une plus grande cohérence et une complémentarité d'actions</p>
3	3. Début de poursuites judiciaires auprès des juridictions nationales pour délit d'esclavage, assorties de condamnations : par exemples : Arrêt n° 49 du 12 décembre 2014 de la Cour d'Appel de Niamey		<p>-Appui à la vulgarisation des textes et renforcement des capacités des acteurs en charge de l'application des textes criminalisant et réprimant le travail forcé</p>
4	4. Des mesures de protection, d'assistance et de prise en charge ou de réinsertion des victimes sont adoptées; des initiatives locales sont de plus en plus développées par des organisations de la société civile (Association RDM Tanafili et Association Timidria) pour promouvoir l'émancipation et l'autonomisation des populations d'ascendance esclave, pour prévenir le travail forcé ou pour apporter une assistance aux victimes.		<p>- Appui au processus d'identification, de libération et d'autonomisation de descendants d'esclaves des zones de TAJAE et Tillabéri, initié par l'Association RDM - Tanafili.</p> <p>- Renforcement des capacités des Chefs traditionnels en matière de lutte contre le travail forcé et la discrimination à travers la tenue d'ateliers régionaux d'information et de sensibilisation des Chefs traditionnels sur le cadre juridique et institutionnel de lutte contre la traite des personnes, le travail forcé et la discrimination.</p> <p>-Appui technique au Secrétariat général de</p>

		<p>l'Association des Chefs traditionnels du Niger en vue d'élaborer et de disposer de dossiers pertinents d'assistance aux victimes ou de prévention du travail forcé, ainsi que d'un plan de travail en matière de prévention et d'assistance aux victimes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribution à la conception, l'élaboration et la diffusion par l'Association Timidria, d'une brochure d'information, de sensibilisation et de plaidoyer sur les écoles communautaires en zone d'ascendance esclave</li> </ul>
5	<p>5.En 2015, le projet d'appui à la lutte contre le travail forcé et la discrimination mise en place d'une Plateforme numérique multimédia destinée à donner une plus grande visibilité aux actions des différents intervenants en matière de lutte contre le travail forcé (<a href="http://www.eradiquer-esclavage-niger.org">www.eradiquer-esclavage-niger.org</a>)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conception de l'architecture de la Plateforme Numérique Multimédia.</li> <li>- Formation d'une quinzaine de journalistes de divers organes de médias nationaux en vue de mener des investigations et produire des reportages sur le travail forcé et la discrimination au Niger.</li> <li>- Recueil de divers documents préexistants sur le travail forcé et la discrimination au Niger et les placer sur la Plateforme Numérique Multimédia.</li> </ul>

**Asia and the Pacific**

**Mongolia/MNG130**

Strengthened national institutions and capacity to prevent, eliminate and remedy forced labour

1	<p>Mongolia has amended its policy and practices as related to prison labour and work of military conscripts. The changes signal a progressive application of C.29 and C105. The changes can possibly be noted with satisfaction/interest by the CEACR, if reported by the Ministry of Labour (MOL). The MOL has submitted the C29 and C105 reports to the CEARC for review in the sitting of the CEARC in November 2015.</p>	<p>The ILO supported survey research on prison labour and work of military conscripts carried out by the National Human Rights Commission of Mongolia (NHRCM). The survey covered total 522 respondents in three prisons and 159 respondents in two army bases. NHRCM has included the findings of the research in its 2014 Annual Report.</p>
2	<p>On December 3, 2015, Mongolia has adopted a new Law on Crimes, which includes specific provisions criminalizing forced labour and the worst forms of child labour. These provisions have been formulated with (substantively benefited from) technical assistance of the Office. The law will come into effect on 1 September 2016.</p>	<p>The ILO provided technical support and comments to the Ministry of Justice in the drafting of the new Law on Crimes to strengthen penal provisions on forced labour and worst forms of child labour.</p>

**Additional CPO Information (This information should only be added when relevant and necessary and should not repeat information already entered under results or ILO contribution)**

**a) Gender equality and non-discrimination**

-

**b) Partnerships (external)**

The Forced Labour Asia: Irish Aid-ILO Partnership Programme, Phase II, 2014-15

**Myanmar/MMR101**

Implementation of the joint action plan to eliminate all forms of forced labour by 2015

2	<p>Forced Labour Working Group is established since 2007 chaired by the Minister of Labour, other relevant Ministries such as Ministry of Foreign Affairs, Supreme Court, Attorney General and General Administration Department. In 2012, with the new Memorandum of Understanding the working group expanded to include Ministry of Defence, Ministry of Home Affairs, Ministry of Information, Ministry of Agriculture.</p> <p>Under the Forced Labour Working Group, there is an established Forced Labour Technical Working Group comprised of government personnel at Director-General level.</p>	<p>The ILO, through the Liaison Officer, participates in the FL Working Group. The Liaison Officer serves as the Co-Secretary while the Deputy Liaison Officer serves as the Chair of the Technical Working Group.</p>
4	<p>The Government of Myanmar has agreed to a further 12 month extension of the Supplementary Understanding on the Elimination of Forced Labour as of Feb 2015. This extension allowed for the continuation of operations of the Forced Labour Complaints Mechanism. This mechanism remains to be one of the few trusted alternative justice systems in Myanmar.</p> <p>In 2015, a non-punishment directive was issued from the central government to regional counterparts to protect under-age victims who ran away from the military and are in possession of an ILO Protection letter (issued through the Supplementary Understanding on the Complaints Mechanism).</p>	<p>The ILO operates the Forced Labour Complaints Mechanism per the mandate provided for in the Supplementary Understanding with the Government in 2007.</p> <p>To promote access to the Forced Labour complaints mechanism, awareness raising and training activities are conducted as agreed in the Joint Strategic Action Plan to Eliminate Forced Labour by 2015.</p> <p>From January 2014 up to end of July 2015 a total of 4 Training of Trainers (TOTs), 78 awareness raising activities have been conducted by the ILO. A total of 6,503 individuals from Government, community-based organizations, NGOs, United Nations, political parties, political activists, labour unions, journalists, lawyers, teachers</p>

			<p>and community members have participated in the awareness raising activities.</p> <p>From January 2014, ILO has distributed a total of 128,500 promotional brochures on Forced Labour.</p> <p>The ILO, through the conduct of the awareness raising sessions, has established a network of around 500 Forced Labour facilitators.</p>
	5	As per the ILO's records covering the period January 2014 up to the end of July 2015, a total of 989 complaints have been received by the ILO forced labour complaints mechanism, 571 of them were on forced labour, 126 of these forced labour complaints were submitted to the Government, and 101 were followed up with the High Level Working Group on Forced Labour	ILO provides information about Forced Labour complaints to the Government database

**India/IND152**

[AC18] Policy frame-work is strengthened for reducing vulnerability to forced labour and bondage

1	a) Draft legislation on regulation of placement agencies prepared by Jharkhand (State) Government.	Technical support provided by ILO on draft legislation.
4	<p>a) Common understanding developed between Department of Labour and other line departments to deal with prevention of trafficking for labour in 3 States resulting in improved coordination amongst them.</p> <p>b) 52,863 women, and men, belonging to source communities have increased awareness about safe migration, forced labour, labour rights and access to services. This includes work by trade unions to organize returnee migrant domestic workers and advocating for their access to assistance appropriate to their needs.</p>	<p>ILO carried-out capacity building of 120 law enforcement officials (Labour, Police, and Women &amp; Child Dev) from Delhi, Jharkhand, and Chhattisgarh on prevention of labour trafficking, esp for domestic workers and in dealing with cases and victims of trafficking. ILO organized community level programmes to strengthen state and non-state institutions capacities to reach-out to and empower potential women (and men) migrants in 3 states.</p> <p>ILO is providing technical support to trade unions to organize returnee migrant workers and to connect them with relevant places for assistance (e.g. NORKA in Kerala).</p> <p>RBSA funding has contributed to supporting this work and to the achievement of the reported results.</p>
5	a) Web-portal launched by State of Uttar Pradesh for tracking the release and rehabilitation of bonded labourers in the State. Access to information provided to all States.	<p>a)ILO supported design and development of the web portal as well as facilitated knowledge sharing with States and dissemination of information about the web portal among Labour Departments of 12 source and destination States.</p> <p>RBSA funding has contributed to supporting this work and to the achievement of the reported results.</p>



**Additional CPO Information (This information should only be added when relevant and necessary and should not repeat information already entered under results or ILO contribution)**

**a) Gender equality and non-discrimination**

ILO's work on prevention of trafficking for labour focusses on vulnerable women migrant workers in domestic work and garment sector. The work under this Outcome focusses on preventive aspects for the most vulnerable workers who are likely to get into situations of bondage and forced labour.

**b) Partnerships (external)**

Ministries of Home, Overseas Indian Affairs, Women & Child Development and State Government departments (police, rural development, women & child), civil society organizations, UNODC.

**Nepal/NPL828**

Constituents adopt and implement an integrated approach to the elimination of forced labour and trafficking.

2	<p>1. The Ministry of Land Reform and Management (MoLRM) approved the National Plan of Action (NPA) for Rehabilitation of Freed Haliyas in June 2014.</p> <p>2. In July 2015, the Ministry of Labour and Employment has declared "Free Visa and Air Ticket" policy for migrant workers in 7 countries in Asia and GCC. The policy aims to reduce deceptive and abusive recruitment practices of migrant workers from Nepal, hence addressing a key indicator of forced labour.</p>	<p>1. The ILO provided technical support to the Ministry of Land Reform and Management (MOLRM) for finalizing the National Plan of Action. The ILO coordinated with development partners, national and district level key stakeholders, concerned Ministries, National Planning Commission, and Freed Haliya groups. It facilitated a consultative workshop to review the draft NPA.</p> <p>2. In 2014 and 2015 ILO held several consultations with the Ministry of Labour and Employment to discuss opportunities and challenges for fair recruitment in Nepal. In addition, ILO worked to build the capacity of the Nepal Association of Foreign Employment Agencies (NAFEA) and trade unions to understand fair recruitment. This included the their invitation to a workshop on fair recruitment held in Turin in April 2014.</p>
3	<p>All complaints received at the Department of Foreign Employment were digitalised with support from ILO and the data and information is ready for analysis.</p> <p>Published Labour Migration Annual Report in 2014 which included disaggregated data about labour migration and migrant workers.</p> <p>Analysis of data of complaints will be published by the end of 2015.</p>	<p>Supported two staff to enter into computer system from the paper files. New cases are directly enter into computer system.</p> <p>A joint collaboration of IOM, ILO and Asia Foundation for 2014 publication.</p>
4	<p>A National Level Migration Resource Centre has been opened in Kathmandu in October 2015 in Labour Village, in collaboration with</p>	<p>ILO supported to construct the premise of the information centre and has funded two staff to work in the centre.</p>

		the Non-Nepali resident Association (NRN) and Foreign Employment Promotion Board; there is a legal officer and a manager supported by the project to provide legal counselling information to potential and returnee migrant workers.	There is a designated part-time Legal Officer who provides specific and detailed legal advice on a case to case basis and connect with other service providers. The other staff including the Manager provides basic legal information such as the legal provisions and processes for safe labour migration from Nepal and also disperse basic legal information about the countries of destination. They also give information on any new directives, policies and rules related to the labour migration process as implemented by the Government of Nepal.
	5	<p>1. In April 2015, the Government of Nepal endorsed and implemented a new guideline on recruitment process of domestic workers in foreign employment.</p> <p>2. In December 2014, the Foreign Employment Promotion Board (FEPB) revised the Domestic Work Skills Training Curriculum and its training manual and approved the same in June 2015.</p> <p>3. Between March and October 2014 the Government of Nepal strengthened existing migrant resource centers (MRCs), and established new ones where needed in Dolakha and Kathmandu to provide information on prevention of trafficking through informed labour migration. Sex-disaggregated data of those potential migrant workers who visited the MRC is being collected and updated by MRC staff.</p>	<p>1. ILO produced a study "No Easy Exit: Migration Bans Affecting Women from Nepal" and presented its findings to a tripartite audience in March 2015.</p> <p>2. ILO worked alongside the Foreign Employment Promotion Board to develop a road map to improve the knowledge and skills of migrant workers. The ILO provided technical support to review the curriculum and training manuals for migrant domestic workers. In July 2015 the ILO provided a training of trainers (ToT) on domestic work skills for 36 trainers based on the revised curriculum. The new curriculum is designed following the standard of the Council for Technical Education and Vocational Training (CTEVT).</p> <p>3. ILO provided technical support to establish and strengthen migrant resource centers (MRCs) in Morang, Rupandehi, Dolakha, and Kathmandu. In 2014 ILO signed a partnership agreement with FEPB to establish a national level MRC in Kathmandu.</p>

**Additional CPO Information (This information should only be added when relevant and necessary and should not repeat information already entered under results or ILO contribution)**

**a) Gender equality and non-discrimination**

The ILO developed community awareness and women empowerment modules for prevention of trafficking in Nepal. More than 15,000 women and about 5,000 men were oriented using the training modules as of July 2015. It is expected to reach more than 30,000 women by end of 2015. It aims to empower women and thus the strategy of the programme is directly benefiting women and indirectly to men of the same community for conceptual clarity on need of women empowerment.

The new guideline on recruitment process of domestic workers in foreign employment has reduced age bar of women to 24 years from 30 years. A recruitment process is changed to send domestic workers through authorized recruitment agencies in place of individual basis work permit. This provision will help to establish sex dis-aggregated data of migrant workers for domestic work.

**b) Partnerships (external)**

The ILO has been supported by the Government of UK to implement these interventions.

## Latin America and the Caribbean

### Peru/PER131

La erradicación del trabajo forzoso incluida en los planes de acción relevantes de los distintos sectores del Poder Ejecutivo y los mandantes, y en las regiones del país.

2	<p>El 24 de enero de 2015, el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos aprobó ""la Política Nacional frente a la Trata de Personas y sus formas de explotación"", cuyo objetivo principal es prevenir, controlar y reducir la trata de personas, la persecución y la sanción eficiente de los delitos de trata y explotación de personas; y la efectiva protección, recuperación y reintegración de las víctimas. Para ello, establece tres ejes de acción (prevención, persecución y protección), ocho lineamientos generales y prioriza la intervención en sectores económicos como la minería ilegal e informal, tala ilegal y trabajo doméstico. La referida Política incluye al trabajo forzoso como uno de las formas de explotación que requieren ser erradicadas y a las cuales resulta aplicable e incluye la referencia al marco normativo internacional que lo regula.</p>	<p>La OIT, con apoyo del Departamento de Trabajo de los Estados Unidos, ha proporcionado asistencia técnica al Ministerio de Justicia y Derechos Humanos en la implementación de Lineamiento General 6, relativo al fortalecimiento del sistema de justicia penal que permita una investigación y sanción oportuna y eficiente del delito de trata de personas y sus formas de explotación, específicamente en lo relativo a trabajo forzoso. Para ello, se han realizado talleres de capacitación dirigidos a operadores de justicia (policías, fiscales, jueces) en Piura, Ucayali, Lima y Cusco a fin de brindar herramientas adecuadas para la persecución y sanción del delito.</p>
4	<p>El 2 de octubre de 2014, el gobierno de Perú aprobó el ""Protocolo Intersectorial contra el Trabajo Forzoso"", instrumento normativo de carácter multisectorial y de ámbito nacional que establece el sistema para la promoción, prevención y vigilancia de factores de riesgo, detección, atención y recuperación de las víctimas de trabajo forzoso. El Protocolo se aplica a casos de explotación laboral que puedan ser o no consecuencia de la trata de personas y se sustenta expresamente en los enfoques de género, interculturalidad, de derechos y de ciclo de vida. El Protocolo identifica las instituciones nacionales responsables de la protección de</p>	<p>La OIT, con apoyo del Departamento de Trabajo de los Estados Unidos, ha proporcionado asistencia técnica para la elaboración del Protocolo Intersectorial contra el Trabajo Forzoso. Entre otros, la OIT ha facilitado el diálogo entre las entidades que conforman la Comisión Nacional para la Lucha contra el Trabajo Forzoso y ha sido parte de las reuniones de discusión técnica para la identificación de los aspectos relacionados al ciclo de intervención para la identificación y atención a las víctimas de trabajo forzoso. Adicionalmente, a pedido del Ministerio de Trabajo y Promoción del Empleo, ha brindado asistencia técnica para la elaboración de una</p>

		los derechos y la provisión de servicios de acogida y acompañamiento a las víctimas; y encarga la coordinación de la fase de atención de víctimas al Ministerio de Trabajo y Promoción del Empleo, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables, junto con la Comisión Nacional para la Lucha contra el Trabajo Forzoso.	propuesta de hoja de ruta para la implementación del referido Protocolo.
	5	Desde enero de 2015 el "Sistema de Registro y Estadística de Trata de Personas y Afines" (RETA) a cargo de la Policía Nacional del Perú (PNP) ha sido objeto de revisión y de incorporación de mejoras para la generación de información relativa a la denuncia de casos de trata y particularmente de trata con fines de explotación laboral. Al respecto, se han introducido mejoras en los módulos de registro de denuncias, posibilitando la identificación de casos de trata con fines de explotación laboral y trabajo forzoso (categorización e información de contenido temático), en la generación de reportes (según concentración geográfica, sector económico, además de edad y sexo de las víctimas). Asimismo, se han realizado mejoras generales (habilitación de opciones de ayuda, permitir ampliar campos, edición de contenidos, registro de nuevos usuarios, entre otras) lo cual permitirá contar con información más precisa que servirá de base para el desarrollo de intervenciones específicas en el marco de la política pública.	La OIT, con apoyo del Departamento de Trabajo de los Estados Unidos (DOL) y en coordinación con la Dirección de Investigación de Trata de Personas y Tráfico de Inmigrantes de la Policía Nacional del Perú ha brindado asistencia técnica para la mejora del Registro de Estadística de Trata de Personas y Afines (RETA) en lo relativo a los registros de denuncia y de investigación, a efectos de garantizar una adecuada identificación de los casos de trata de personas con fines de explotación laboral y trabajo forzoso, considerando la desagregación de la información en razón a la edad, el sexo, el sector económico, la región, entre otros. Adicionalmente, ha brindado capacitaciones a los efectivos de la PNP a cargo de la administración del RETA a nivel nacional."

**Guatemala/GTM107**

El país con el apoyo de la OIT, fortalece su capacidad de prevención y mejora los mecanismos de coordinación en el combate de la trata de personas con fines de trabajo forzoso con énfasis en los grupos vulnerables

2	<p>Gobierno en el II semestre del 2014, adoptó la “Política Pública contra la Trata de Personas y Protección Integral a las Víctimas 2014 – 2024” resultado de un amplio proceso de diálogo y consenso con los organismos del Estado, sociedad civil y la cooperación internacional.</p> <p>A partir del I semestre del 2014, 10 municipalidades del departamento de Huehuetenango, están ejecutando medidas dirigidas a prevenir y abordar casos de trata en sus territorios.</p> <p>Desde el I semestre del 2014 2 municipios (San Juan Ixcoy y Chiantla) incorporan el tema de la trata de personas en las acciones de capacitación que las municipalidades brindan a la población de su territorio.</p> <p>El Ministerio de Trabajo de Guatemala (MINTRAB), a través de su Dirección General de Inspección del Trabajo (DGIT), a partir del I semestre del 2014 adoptó y empezó a utilizar en sus intervenciones el “Protocolo de la Inspección para la Detección y Referencia de Casos de Trata de Personas”.</p>	<p>La OIT, con fondos de Estados Unidos, brindó asistencia técnica para desarrollar la política, manuales y talleres de capacitación para la aplicación de la Política Pública contra la trata de personas y protección integral a las víctimas 2014-2024.</p> <p>La OIT entregó asistencia a 11 Redes Departamentales en contra de Violencia Sexual, Explotación y Trata de Personas (REDEVET) y se elaboraron tres documentos principales: el marco referencia de la REDEVET, el manual de funcionamiento, y el plan de acción para cada eje de intervención (prevención; detección, atención, protección y repatriación; persecución y sanción; fortalecimiento institucional).</p> <p>Asimismo, la OIT, en este mismo marco apoyó técnicamente a las municipalidades seleccionadas con capacitaciones para la aplicación de medidas de prevención y erradicación de la trata de personas en sus territorios.</p> <p>De manera conjunta con el MINTRAB se fortaleció la DGIT a través de la elaboración del Protocolo de la Inspección para la detección y referencia de casos de trata de personas y de capacitaciones especializadas. Se elaboró, validó y publicó el Manual para Inspectores de Trabajo: El trabajo forzoso y la trata de personas.</p>
3	En febrero del año 2014 se elaboró y publicó	La OIT, con fondos USDOS, brinda asistencia

		un documento que contiene la recopilación y sistematización de una base de datos de sentencias judiciales relativas a la trata de personas, trabajo forzoso y explotación laboral, y sus modalidades en distintos países de América Latina.	técnica para el desarrollo de la base de datos de sentencias judiciales relativas a la trata de personas, trabajo forzoso y explotación laboral.
	4	Las autoridades en sede administrativa y en sede judicial cuentan y utilizan, desde el I semestre del 2014, con un "Protocolo de Atención y Asistencia de Víctimas". El Protocolo es un sistema de coordinación Interinstitucional para la Repatriación de Víctimas de Trata de Personas.	<p>La OIT, con fondos de los Estados Unidos, brindó asistencia técnica para el desarrollo de los Protocolos de Atención y Asistencia de Víctimas y apoya la capacitación de su aplicación; a través de la Coordinación Interinstitucional para la Repatriación de Víctimas de Trata de Personas</p> <p>Este apoyo se complementó con la elaboración y publicación de un documento que contiene la recopilación y sistematización de una base de datos de sentencias judiciales relativas a la trata de personas, trabajo forzoso y explotación laboral, y sus modalidades en distintos países de América Latina.</p>

**Additional CPO Information (This information should only be added when relevant and necessary and should not repeat information already entered under results or ILO contribution)**

**a) Gender equality and non-discrimination**

**b) Partnerships (external)**

-

USAID



**Brazil/BRA127**

Formulación y implementación de políticas públicas y acciones sociales son apoyadas y perfeccionadas para la eliminación del trabajo esclavo y la trata de personas.

2	Aprobación y promulgación de la Enmienda Constitucional sobre el Trabajo Forzoso (n. 81, de 5 de junio de 2014) que determina: “Las propiedades rurales y urbanas de cualquier región de País donde fueren localizadas cultivos ilegales de plantas psicotrópicas o la explotación del trabajo esclavo en la forma de la ley serán expropiadas y destinadas a la reforma agraria y a programas de habitación popular, sin cualquier indemnización al propietario y sin perjuicio de otras sanciones previstas en ley...”	La OIT, con recursos del USDOL, participó en reuniones técnicas y produjo documentos técnicos para apoyar a los grupos (sociedad civil, gobierno, organización de trabajadores) que participaron del proceso de aprobación de la ley (EC, n. 81/2014) en el Congreso Nacional. Participa también de las reuniones de la CONATRAE (Comisión Nacional de Erradicación del Trabajo Esclavo) que abordó el tema de la Enmienda Constitucional.
4	El Consejo Nacional de Justicia, el Ministerio del Trabajo y Empleo, la Secretaria de los Derechos Humanos, el Ministerio Público Federal, el Ministerio Público del Trabajo y el Sindicato Nacional de los Auditores Fiscales del Trabajo lanzaron, a través de la firma de un Acuerdo de Cooperación Técnica, el Movimiento Nacional “Acción Integrada” (replicación) en Mato Grosso y su replicación/adaptación en los Estados de Bahia y Rio de Janeiro, y regionalmente en los Estados de Pará, Maranhão, Tocantins y Piauí. El llamado “Movimiento Nacional” es una iniciativa de formalizar el proceso de replicación del proyecto “Acción Integrada” en otras localidades. Ese proyecto tiene el objetivo de promover la integración y articulación de las políticas públicas con acciones de la sociedad civil y privada, para proporcionar elevación educacional, calificación profesional y reinserción de trabajadores rescatados y vulnerables en el	La OIT, con recursos do USDOL, fue la responsable por el desarrollo de la metodología del proyecto “Acción Integrada”, además de apoyar la creación y funcionamiento de una Coordinación Nacional del Movimiento Acción Integrada, con elaboración de término de cooperación y mediación entre las partes. Apoyó también la estructuración de coordinaciones para replicación del proyecto Acción Integrada en otros Estados; La OIT también ha hecho reuniones de asistencia técnica en otros estados y regiones para la implementación del Proyecto Acción Integrada.

	mercado laboral.	
5	El Instituto Brasileño de Geografía y Estadística (IBGE) desarrolló, en 2015, un módulo suplementario en temas específicos de relaciones de trabajo para obtener informaciones más específicas sobre evidencias y prácticas de trabajo forzoso.	La OIT, con recursos USDOL, apoyó técnica y financieramente la construcción de modulo y hasta fines de 2015 va a participar del proceso de capacitación de los investigadores.